

« Après les non-Serbes, c'est les Serbes qu'on tue »

Les Serbes de Bosnie ne cessent de contester leur président Milorad Dodik, un allié de Moscou accusé d'organiser un pouvoir mafieux. Pour la première fois depuis la guerre, les populations des entités voisines manifestent leur solidarité avec leurs frères ennemis bosno-serbes.

BANJA-LUKA (RÉPUBLIQUE SERBE DE BOSNIE)
DE NOTRE CORRESPONDANTE

Ceux qui le contestent seront « balayés », avait prévenu Milorad Dodik, l'inamovible leader des Serbes de Bosnie. Sous sanctions américaines depuis deux ans, le dirigeant ultranationaliste a tenu parole. « La police arrête tout le monde. Nous sommes en fuite », écrivait dans un message un membre du collectif « Justice pour David », recherché pour troubles de l'ordre public, avant de couper tout contact.

Ce 31 décembre, l'ennemi public numéro 1 du régime, Davor Dragicevic, a également disparu. La police a émis un mandat d'arrêt contre ce serveur bosno-serbe de 49 ans, qui a pris la tête de la contestation pour que les meurtriers de son fils, un étudiant de 21 ans, soient punis. Il accuse des puissants, protégés par le régime. Depuis le meurtre de David en mars dernier, des rassemblements quotidiens ont lieu à Banja-Luka, la capitale de la République serbe de Bosnie, l'une des deux entités du pays depuis la signature des accords de paix de Dayton (1995). Les autorités avaient tenté en vain de maquiller le crime en suicide, suscitant cette révolte citoyenne inédite contre la corruption.

« Meurtrier, criminel »

« Milorad Dodik est un meurtrier et un criminel », répétait encore jeudi dernier Davor Dragicevic. Des milliers de manifestants l'acclamaient. Et criaient en direction des forces de l'ordre : « Assassins ! Assassins ! ». Conforté par sa victoire électorale en octobre dernier, Milorad Dodik a attendu le bon moment pour en découdre avec ce mouvement d'opposition incontrôlable. Il vient juste de quitter le fauteuil de président de la Republika Srpska pour siéger en tant que membre serbe de la présidence collégiale de la Bosnie, aux côtés d'un Bosno-croate et d'un Bosniaque. Le 25 dé-

cembre, la plupart des diplomates occidentaux ont quitté Sarajevo. Les habitants de Banja-Luka ont assisté alors au déploiement de milliers de policiers armés jusqu'aux dents. Les caméras filmaient la destruction du mémorial de David, édifié devant Boska, le centre commercial emblématique de la ville. Le père de David, Davor Dragicevic, a été arrêté puis relâché sous le prétexte d'avoir refusé de se rendre à une convocation de la police. La mère aussi. Des députés de l'opposition et des manifestants, dont plusieurs ont fait état de mauvais traitements, ainsi qu'un journaliste, ont été interpellés violemment.

« Tristesse et déception »

Pendant que l'Union européenne appelle à la retenue, l'image de Milorad Dodik dans « sa » capitale en prend un coup. Le 31 décembre, la nervosité était palpable à Banja-Luka. Pour la première fois depuis la fin de la guerre, toutes les festivités de la Saint-Sylvestre avaient été annulées. De nombreux touristes ont renoncé à leur séjour. Le maire de la ville,

Igor Radojicic, un proche de Dodik, compte le faire payer aux organisateurs des manifestations en demandant un dédommagement en justice. « Tristesse et déception », réagit un habitant de Banja-Luka, sous le choc. « Cette scène où l'on peut voir des policiers cogner une vieille femme tombée par terre restera dans les esprits », estime l'analyste politique Tanja Topic. Nombre de citoyens de Banja-Luka méprisent désormais la police de la Republika Srpska ». Pourtant beaucoup taisent leur soutien à la famille

endeuillée. Car à Banja-Luka, « les caméras sont installées partout. Ma mère perdrait le poste qu'elle occupe dans un lycée si elle se joignait à nous », explique une étudiante de la ville, lors d'un rassemblement.

Les représailles peuvent être terribles. Le pays, l'un des plus pauvres d'Europe, écrasé par un chômage de masse, est gangrené par le népotisme. « La décision de savoir qui peut travailler et à quelle place dans l'entité serbe de Bosnie appartient à Milorad Dodik. Et c'est valable du poste de l'employé de péage autoroutier à la présidence de l'entité », explique Srđan Puhalo, activiste des droits de l'homme et psychologue. Des fonctionnaires ont été placardisés ou déplacés de Banja-Luka à la campagne parce qu'ils ont soutenu le collectif « Justice pour David ». « Même sur les réseaux sociaux, ils ne peuvent rien partager ni "liker" à propos du mouvement », assure Milica Plavsic, journaliste à Buka, un magazine indépendant.

Des rassemblements de soutien à la famille Dragicevic ont également régulièrement lieu à Sarajevo, la capitale de la Bosnie à majorité bosniaque musulmane, où un cas similaire à celui de David s'est produit. Dzenan Memić, un étudiant de 21 ans, ne serait pas mort dans un accident de voiture en 2016 comme le prétendent les autorités mais aurait été également tué. Les habitants de Belgrade et Novi Sad en Serbie, mais aussi de Zagreb, la capitale de la Croatie voisine, se mobilisent aussi pour David et Dzenan. Cette révolte citoyenne, dépassant les clivages ethniques, est inédite dans les Balkans depuis la fin de la guerre, il y a un peu plus de vingt ans.

Théories du complot

Milorad Dodik a choisi d'y répondre par des théories du complot. Ceux qui le contestent sont qualifiés de traîtres par les médias du régime, Davor Dragicevic

en tête. Le père de David, pourtant un vétéran de l'armée bosno-serbe, est accusé de chercher à détruire la Republika Srpska. Selon le président Milorad Dodik, proche de Moscou, le père de l'étudiant tué serait manipulé par Sarajevo et par les services secrets occidentaux, surtout britanniques. L'ambassadeur de Sa Majesté en Bosnie, Matthew Field, a même dû opposer un démenti formel mardi soir aux rumeurs selon lesquelles Davor Dragicevic serait caché au sein de son ambassade. « La Grande-Bretagne a investi six millions de livres pour contrer l'influence de la Russie, ici, explique Milorad Dodik. Ce qui signifie que cet argent est utilisé par diverses ONG et par les médias pour créer de l'instabilité et

démolir le pouvoir à Belgrade [la capitale de la Serbie, où des manifestations contre le président Vučić ont lieu actuellement] et en Republika Srpska ».

En tout cas, Moscou peut compter sur le leader bosno-serbe pour réaliser son objectif prioritaire dans les Balkans : freiner l'entrée des pays de la région dans l'Otan. Mais les deux autres membres de la présidence collégiale conditionnent au rapprochement du pays à l'Alliance Atlantique la formation d'un gouvernement central, dont la Bosnie n'est toujours pas dotée trois mois après les élections.

Pendant que les institutions communes demeurent paralysées à Sarajevo, Milorad Dodik se prépare à faire défiler sa police pour la « fête nationale » de la Republika Srpska, le 9 janvier. Une date qui correspond à la création de la République serbe autoproclamée en Bosnie par son tristement célèbre prédécesseur Radovan Karadžić, qui purge actuellement une peine de prison pour génocide et crime contre l'humanité. Selon un analyste politique local, Srđan Sušnica, « le ministère de l'Intérieur de l'entité, infiltré par des narco-trafiquants et des criminels, tabasse, tue et persécute les Serbes, désormais. Car les non-Serbes ont été exterminés à Banja-Luka ». ■

MERSIHA NEZIC

